



# COMMUNIQUE DE PRESSE

UNSEN - CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL  
cedex

Mel : [unsen@ferc.cgt.fr](mailto:unsen@ferc.cgt.fr) - Site : [www.unsen.cgt.fr](http://www.unsen.cgt.fr)

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

Alain Vrignaud - 06 86 56 36 65

## Communiqué de l'intersyndicale nationale de l'enseignement professionnel

**AefD, CGT Educ'action, FAEN, Se-UNSA, Snetaa-FO, Snalc-CSEN,  
Snuep-FSU, Snep-FSU, Snetap-FSU, Sgen CFDT, SUD Education,  
SYAC CGT, Sud Rural, Snalc FGAF**

Les organisations syndicales des personnels de LP, LPO, SEGPA, EREA, lycées agricoles se sont de nouveau réunies pour examiner la situation de la voie professionnelle.

Elles ont constaté que le Ministre de l'Education refuse toujours de les recevoir, malgré leur demande unanime. Le ministère aurait-il peur de rencontrer un front syndical uni, aussi large, très décidé à s'opposer à sa politique de démantèlement de la formation professionnelle initiale publique, laïque, sous statut scolaire ?

La formation professionnelle est à l'évidence un enjeu dans la campagne présidentielle. Le président de la République, et futur candidat, y a encore une fois fait référence dans son interview télévisée. Il a confié au sénateur Larcher, une mission à ce sujet.

Une réforme de la formation professionnelle, si tant est qu'elle se justifie par la recherche d'un outil véritablement au service du développement humain et de promotion sociale du plus grand nombre, ne peut se faire dans la précipitation, à la veille des élections.

Pour nos organisations syndicales, la formation professionnelle doit s'appuyer sur une formation initiale solide, mais, à chaque fois que le président veut « rendre plus efficace » la formation professionnelle, c'est le service public qui est attaqué ! La politique budgétaire et de développement de l'apprentissage menée depuis 5 ans en atteste. A la rentrée 2012, ce sont encore 4000 postes de moins dans l'enseignement professionnel initial public.

Les personnels ne baissent pas les bras et s'opposent fermement à ces suppressions de postes, aux fermetures de sections ou d'établissements que les rectorats tentent d'imposer partout sur le territoire. L'intersyndicale nationale appelle ses organisations à poursuivre dans les semaines qui viennent les actions engagées, en fonction de calendriers académiques (Comités techniques académiques, départementaux...) définis en intersyndicales. La pression ne doit pas se relâcher, sinon cela se traduirait à la rentrée par des milliers de licenciements de contractuels et de mesures de cartes scolaires.

L'Intersyndicale condamne très clairement la volonté du gouvernement de vouloir imposer coûte que coûte l'apprentissage en dernière année de formation du BAC PRO et du CAP. Elle réaffirme que la formation de tous les jeunes n'est pas une charge pour la nation mais un investissement pour l'avenir. Elle passe par la voie scolaire dans les lycées professionnels. Elle réaffirme son attachement à faire de la voie professionnelle une voie à égale dignité des voies générale et technologique.

*Montreuil, le 15 février 2012*